

ADAPTATION LOCALE AU CHANGEMENT CLIMATIQUE

Enjeux et retours d'expériences pour les Sociétés
nationales du « Nord »



Rédaction

Consultante éditoriale

Clara Houzelot

Équipe Red Social Innovation

Croix-Rouge française :
Marie Alice Manderscheid
Rosine Zadi
Croix-Rouge espagnole :
Ana Penalver-Blanco
Gabriella Perullo

Conception graphique

Maja Bialon



Témoignages

Sarah Favrichon

Experte technique Adaptation Changement Climatique, Direction des Opérations Internationales, Croix-Rouge française

Hélène Grossetie-Rückert

Consultante en Resilience Hubs, Climate Adaptation & Crisis Preparedness, Croix-Rouge française

Fleur Monasso

Responsable Locally Led Adaptation, référente climate pour l'Europe, Red Cross Red Crescent Climate Centre

Jérôme Faucet

Chargé de recherche, d'évaluation et de formation – référent « Adaptation » au sein du groupe URD (Urgence - Réhabilitation - Développement)

Arnaud Ganaye

Directeur de projets résilience des territoires au CEREMA (Centre d'études et d'expertise sur les risques, l'environnement, la mobilité et l'aménagement)

Vivian Dépoués

Responsable thématique – Adaptation au changement climatique I4CE (Institut de l'économie pour le climat)

Herminia Magán

Directrice nationale du plan DANA, Croix-Rouge espagnole

Paloma García

Responsable Environnement, Plan Dana, Croix-Rouge espagnole

Victor Manuel Segura

Responsable National GRC, Plan Dana, Croix-Rouge espagnole

Marij Zwart

Experte technique WASH, Croix-Rouge néerlandaise

SOMMAIRE

1. Comprendre les enjeux de l'adaptation locale au changement climatique pour les Sociétés nationales du Nord

1.1 Introduction

1.2 Adaptation au changement climatique : de quoi parle-t-on ?

1.3 Les enjeux de l'adaptation locale au changement climatique

2. S'inspirer pour s'engager : initiatives et outils au service de l'adaptation

2.1 Organisations humanitaires et ACC : où en sommes-nous ?

2.2 Faire de l'ACC une priorité nationale stratégique

2.3 Des outils existants à adapter

3. Mise en perspective : la Croix-Rouge, un partenaire stratégique pour des politiques d'adaptation au cœur des territoires

3.1 Catastrophes, crises et adaptation : vers un nouveau rôle pour les Sociétés nationales ?

3.2 Une expertise clé pour informer les politiques d'adaptation, prendre en compte les vulnérabilités et renforcer la préparation communautaire

3.3 La dimension culturelle et narrative de l'adaptation

4. Conclusion

En synthèse : 10 choses à retenir

Bibliographie

Red Social Innovation Qui sommes-nous ?

Initialement créée en 2021 par la Croix-Rouge française et la Croix-Rouge espagnole, Red Social Innovation rassemble désormais une communauté internationale de plus de 300 innovateurs sociaux du Mouvement international de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge et au-delà, engagés à relever collectivement les grands défis humanitaires.

Notre plateforme vous connecte à plus de 250 innovations sociales, des retours d'expérience sincères et des ressources concrètes pour faire avancer votre démarche d'innovation.

« Perspectives » est une initiative éditoriale de Red Social Innovation, qui propose un autre regard sur l'innovation au sein du Mouvement. Son premier dossier, consacré à l'adaptation au changement climatique dans les pays du « Nord », illustre notre approche : capitaliser sur les outils et savoir-faire existants pour proposer des solutions concrètes, pragmatiques et immédiatement exploitables par les Sociétés nationales.



Soutien de la Croix-Rouge aux personnes âgées. Photo : Nicolas Beaumont.

ÉDITO



Conséquences du cyclone à Mayotte.
Photo : Marie Magnin.



Afin de simplifier le vocabulaire et la lecture de ce rapport, nous avons fait le choix d'utiliser les termes de pays du « Nord » et du « Sud » (plutôt que ceux de pays à revenus élevés, et à revenus intermédiaires et faibles), bien qu'ayant conscience qu'ils sont de plus en plus considérés comme inexacts, contribuant à perpétuer une forme d'homogénéisation et des hiérarchies de pouvoir dépassées, plutôt que de refléter fidèlement les dynamiques mondiales actuelles.

Ces dernières années, plusieurs événements climatiques extrêmes ont frappé des territoires européens, notamment les inondations à Valence en octobre 2024, le cyclone à Mayotte en décembre 2024, ou encore les vagues de chaleurs et les incendies à l'été 2025 sur la péninsule ibérique, mobilisant respectivement les opérations d'urgences de la Croix-Rouge espagnole et de la Croix-Rouge française. Les retours d'expérience ont souligné à la fois la capacité remarquable de mobilisation, mais aussi la nécessité de renforcer notre préparation face à des crises climatiques de plus en plus fréquentes et intenses en Europe.

Ces événements ont suscité une question simple : **comment pourrait-on intégrer plus systématiquement l'atténuation comme l'adaptation au changement climatique (ACC) dans nos propres programmes nationaux ?** Au sein du Mouvement international de la Croix-Rouge et du Croissant Rouge (CRCR), l'atténuation comme l'adaptation au changement climatique sont déjà reconnues comme des priorités stratégiques. Cependant, les travaux existants ont souvent été pensés pour les contextes dits du « Sud Global », où les impacts climatiques structurent depuis longtemps l'action humanitaire. Aujourd'hui, une autre question mérite d'être posée : **comment s'inspirer et adapter ce qui fonctionne ?**

Car les Sociétés nationales disposent déjà d'un ensemble riche d'outils, de méthodes et d'expertises : analyse participative des risques, préparation communautaire, action anticipative, capitalisation des savoirs locaux. Autant d'approches développées et éprouvées, mais encore trop peu mobilisées dans les contextes nationaux des pays dits du « Nord Global ». Dans un contexte où les besoins d'adaptation et d'atténuation s'accroissent, l'innovation ne réside pas nécessairement dans la création de nouveaux programmes ou de nouvelles expertises. Elle peut aussi consister à mobiliser différemment ce qui existe déjà.

C'est précisément l'approche proposée ici. Plutôt que de considérer l'adaptation au changement climatique comme « encore un programme », « encore un coût » ou « encore une expertise », elle invite à explorer **comment les ressources et les savoir-faire déjà présents au sein du Mouvement CRCR peuvent être réutilisés, adaptés et mutualisés** pour répondre aux défis climatiques qui touchent désormais l'ensemble des territoires. Car l'innovation ne réside pas uniquement dans l'invention. Elle réside aussi dans la capacité à changer de perspective. Et parfois, cela commence simplement par une question : **que pouvons-nous apprendre de nous-mêmes ?**

Glossaire et Lexique

ACC	Adaptation au changement climatique
CRA (Community Risk Assessment)	Tableau de bord pour identifier et prédire les zones les plus exposées aux catastrophes
CRMC (Climate Resilience Measurement for Communities)	Outil de la Zurich Alliance pour mesurer la résilience climatique des communautés
CVCA (Climate Vulnerability and Capacity Analysis)	Outil de CARE pour analyser vulnérabilités et capacités au changement climatique
EVCA (Évaluation Améliorée de la Vulnérabilité et des Capacités)	Outil participatif de la Croix-Rouge pour analyser risques, vulnérabilités et capacités avec les communautés
FICR	Fédération Internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge
GES	Gaz à effet de serre
GIEC	Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat
GRC	Gestion des risques de catastrophes
IBF (Impact Based Forecasting Portal)	Portail de prévision basée sur les impacts pour faciliter les décisions d'action anticipatoire
LLA (Locally Led Adaptation)	Adaptation locale au changement climatique, démarche qui donne un véritable pouvoir de décision aux acteurs locaux pour concevoir, mettre en œuvre et évaluer les actions d'adaptation
Mouvement CRCR	Mouvement international de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge
Nature-Based Solutions Working with Nature Framework	Approche qui s'appuie sur les processus naturels (restauration d'écosystèmes, reforestation, etc.) pour réduire les impacts des événements climatiques et renforcer la résilience
PACDR (Participatory Assessment of Climate and Disaster Risks)	Outil participatif d'analyse des risques climatiques et de catastrophe
RSI	Red Social Innovation
SN	Société nationale de la Croix-Rouge ou du Croissant-Rouge
TACCT	Outil de l'ADEME permettant aux collectivités de construire une stratégie d'adaptation territoriale, du diagnostic à l'évaluation
The Climate Action Journey	Outil du mouvement CRCR qui donne aux communautés les moyens de concevoir et de déployer à plus grande échelle des mesures d'adaptation menées au niveau local, et aide les organisations non gouvernementales à intégrer les risques climatiques dans leurs activités humanitaires existantes.

1. COMPRENDRE LES ENJEUX DE L'ADAPTATION LOCALE AU CHANGEMENT CLIMATIQUE POUR LES SOCIÉTÉS NATIONALES DU « NORD »



1.1 Introduction

A l'heure où l'on anticipe une hausse de 40 % du nombre de catastrophes d'ici 2030 (UNDRR, 2022) les Sociétés nationales de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge (CRCR) sont d'autant plus concernées par l'atténuation et l'adaptation au changement climatique qu'elles sont au premier plan des crises humanitaires qui en résultent.

Dans les pays du « Sud » où les impacts du changement climatique sont particulièrement visibles (en particulier dans les régions fortement tributaires de l'agriculture et de l'élevage, dont les capacités et les ressources pour faire face aux chocs et aux stress climatiques sont limitées), les organisations d'aide internationale déploient depuis plusieurs années des approches « **d'adaptation locale au changement climatique** » (Locally led adaptation, LLA) aux côtés des populations. L'objectif de ce programme politique ambitieux et de grande envergure vise à renforcer le pouvoir et le financement des acteurs locaux dans le domaine de l'aide humanitaire, et en particulier aux communautés pour concevoir, décider et mettre en œuvre des solutions face aux impacts actuels et à venir¹. A noter que **l'Union européenne privilégie désormais le concept de résilience climatique** plutôt que celui d'adaptation, notamment depuis que les débats ont évolué vers les questions de sécurité et de défense climatiques².

LES PAYS DU « NORD » SONT AUSSI IMPACTÉS PAR LE CHANGEMENT CLIMATIQUE QUI REDEFINIT DURABLEMENT LES RISQUES HUMANITAIRES

Bien qu'il soit au cœur des derniers rapports du GIEC, **le sujet de l'adaptation progresse lentement dans les pays du « Nord »**, dont les politiques se sont jusqu'ici davantage concentrées sur la réduction des émissions de CO2 – dont ils sont les principaux émetteurs. Si ces efforts « d'atténuation » sont nécessaires, l'enjeu de l'adaptation n'en reste pas moins incontournable, d'autant plus que les pays européens ne sont pas suffisamment préparés à faire face à la multiplication rapide des risques climatiques (EEA, 2024). Et cela requiert un niveau de coopération inédit entre les acteurs publics, privés et de la société civile, au cœur duquel les Sociétés Nationales et le Mouvement CRCR ont tout leur rôle à jouer.

En quoi consiste une démarche LLA pour les sociétés nationales du « Nord » ? Pourquoi ont-elles intérêt à s'engager sur le sujet ? Sur quels outils, expertises et démarches existantes peuvent-elles s'appuyer ? En quoi peuvent-elles devenir des acteurs stratégiques de l'adaptation locale, sans s'éloigner de leur mission sociale ?

Cette publication Red Social Innovation, portée par la Croix-Rouge française et espagnole, vise à « démystifier » le sujet de l'adaptation locale au changement climatique en donnant des clefs de compréhension et d'action aux innovateurs.

La première partie commence par explorer les définitions et enjeux clés pour transposer l'approche LLA au contexte des pays du Nord. Dans un second temps, le lecteur pourra trouver un certain nombre de retour d'expériences et d'outils pour s'inspirer des initiatives existantes au sein du Mouvement CRCR. Enfin, la troisième partie invite à prendre du recul et à ouvrir des perspectives sur le rôle stratégique que les Sociétés nationales.



1. L'approche LLA se distingue des dynamiques de décentralisation en ce qu'elle se concentre sur le déploiement d'initiatives portées par des acteurs locaux et nationaux (ALN), souvent en marge du système d'aide (ANALP, 2025).

2. Dans la suite de la publication, nous utiliserons de manière interchangeable les deux expressions (adaptation et résilience climatique).

1.2 Adaptation au changement climatique de quoi parle-t-on ?

Comprendre la différence entre l'atténuation et l'adaptation

Il n'y a plus de débat : le climat change, quoi qu'il arrive, et les impacts du réchauffement climatique sont déjà visibles à toutes les échelles, et les pays du « Nord » se voient aussi impactés par les vagues de chaleur, sécheresses, inondations, glissements de terrain, montées des eaux... (Durand, 2012). Face à ce constat, deux types de réponses se mettent en place :

L'atténuation vise à : **ralentir et limiter le réchauffement** de l'atmosphère pour préserver la stabilité du climat demain, en réduisant les émissions de gaz à effet de serre (GES)

L'adaptation vise à : **réduire l'exposition et la vulnérabilité des écosystèmes et des populations face aux impacts** du changement climatique déjà en cours ou à venir et **augmenter la résilience** (capacité à faire face et à retrouver un équilibre après un bouleversement). La vulnérabilité au changement climatique d'un territoire est définie par le GIEC comme étant le degré par lequel un système risque de subir ou d'être affecté par les effets des changements climatiques, y compris la variabilité du climat et les événements extrêmes.



Locally Led Adaptation, Climate Centre.
Illustration : Betje.

CHANGEMENT CLIMATIQUE



Atténuation → agir sur les causes – diminuer l'impact de nos activités sur le changement climatique – à l'échelle globale.



Adaptation → anticiper et agir sur les impacts – diminuer les effets préjudiciables du changement climatique – à l'échelle locale.



Atténuation

Stopper + inverser le changement climatique en cours

Construction durable

Adaptation

Répondre + s'adapter au changement climatique

Résilience

Ces deux stratégies sont à penser en parallèle:



Une complémentarité : réduire les émissions de CO₂ à l'échelle mondiale pour limiter le dérèglement et le réchauffement climatique est autant nécessaire que s'adapter dès aujourd'hui aux impacts et transformer les pratiques à l'échelle locale. Par ailleurs, les stratégies d'adaptation peuvent accélérer les politiques d'atténuation – ex : replanter des haies pour stabiliser les sols agricoles permet aussi de stocker du carbone et donc de réduire les émissions de CO₂.



Des effets pièges à éviter : les solutions peuvent avoir des effets contraires qu'on appelle « **maladaptation** », c'est-à-dire qui augmentent dans le présent ou le futur la vulnérabilité aux changements climatiques ou dégradent les conditions de vie selon le GIEC – ex : des constructions de stockage d'eau qui perdent leur efficacité et ne sont plus viables en raison de précipitations plus intenses, ou des systèmes d'irrigation qui s'assèchent en raison de la diminution des précipitations.

Les spécificités de la démarche d'adaptation

+ Une impulsion au niveau local, tout en s'inscrivant dans des cadres institutionnels nationaux et internationaux : l'adaptation doit se penser sur et à partir du terrain. D'une part parce que chaque territoire a ses spécificités (géographique, démographique, sociales, économiques, biologiques etc) et d'autre part car les conséquences du changement climatique sont et seront très différentes d'une zone à l'autre. Par ailleurs, en Europe, il semble que les fonds destinés à l'adaptation sont de plus en plus alloués au niveau local, par le biais d'initiatives financées par la mission « Adaptation » de l'UE, telles que « Pathways 2 Resilience ». La majeure partie des financements pour l'adaptation sont distribués au niveau des collectivités locales et municipalités (Climate Center, 2026).

+ Une démarche systémique : ce n'est pas qu'un sujet environnemental et technique qui peut être adressé séparément par chaque organisation, il **touche à toutes les dimensions de l'organisation des sociétés** (pratiques et comportements humains, ressources naturelles, aménagement du territoire, système juridique et financier, des domaines tels que la réduction des risques, la santé, l'eau et l'assainissement...). L'interdépendance, la complexité et la technicité des enjeux impliquent de mêler plusieurs expertises et de **travailler en coopération** avec d'autres acteurs.

+ Une optique de transformation : il est important d'éviter l'idée que « nous nous sommes toujours adaptés » car face à des bouleversements d'ampleur et de rapidité sans précédent, nous ne pouvons

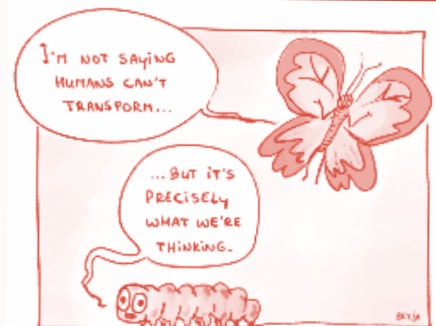


Des limites à prendre en compte : il existe des situations où il n'est plus

possible ni d'atténuer, ni de s'adapter sur le terrain aux effets irréversibles déjà en cours (zones invivables à cause de la chaleur, îles menacées de submersion...). Il s'agit de mettre en place d'autres types de stratégies comme la relocalisation des populations, et de réfléchir à la compensation des pertes et préjudices.



Accompagnement de bénéficiaires au lieu de répit de l'Oasis. Photo : Christophe Hargoues.



Locally Led Adaptation, Climate Centre. Illustration : Betje.

pas compter sur une adaptation naturelle et spontanée. L'adaptation appelle à des transformations structurelles majeures, ce qui implique une prise de conscience et une adhésion collective pour les mettre en œuvre... Et cela prend du temps, ce qui n'est pas toujours compatible avec les logiques de priorisation et de financement de court terme ! C'est pourquoi l'adaptation peut reposer en partie sur des mesures incrémentales, qui apportent des aménagements sans modifier le système existant.

+ Un lien incontestable entre justice sociale et climatique : les impacts du réchauffement climatique creusent les inégalités existantes à différentes échelles car ce sont les populations les plus vulnérables qui sont généralement les plus touchées alors qu'elles ont moins de ressources à disposition pour mettre en place des stratégies d'adaptation.

L'adaptation est donc un **processus continu et itératif, qui implique de transformer en profondeur les manières de fonctionner, et donc des démarches de co-construction qui s'inscrivent dans le long terme**, le tout dans un contexte d'incertitude. Face à une telle complexité, penser l'adaptation à partir du terrain et sur un territoire défini s'avère indispensable !

1.3 Les enjeux de l'adaptation locale au changement climatique

Une démarche par et pour les populations les plus exposées

L'adaptation locale au changement climatique (**Locally Led Adaptation, LLA**) désigne une approche dans laquelle les **acteurs locaux** (communautés, organisations privées et associatives locales...) disposent d'un **véritable pouvoir de décision** pour concevoir, mettre en œuvre et évaluer les actions d'adaptation climatique qui les concernent.

Autrement dit, il s'agit d'une démarche pour **préparer les territoires et les populations exposées aux impacts du changement climatique** (inondations, chaleur, sécheresses, etc.) en partant des besoins, des savoirs et des capacités des personnes qui y vivent.

Le concept de LLA est le fruit d'un **mouvement global** amorcé à partir de la prise de conscience que les approches traditionnelles « *top-down* », mises en œuvre notamment dans les pays du « Sud », manquent d'efficacité et d'équité pour différentes raisons (décisions prises par des bailleurs internationaux, projets conçus à distance, faible pouvoir réel des acteurs locaux, logiques de redevabilité vers les financeurs plutôt que vers les populations...).

Par exemple, face à la hausse des vagues de chaleur dans les villes, (et une diminution des vagues de froid) créer des « îlots de fraîcheur » représente une adaptation incrémentale, tandis que la mise en œuvre d'un programme d'urbanisme plus large (désimperméabilisation des sols, changement des pratiques de mobilités, transformation des rues et de l'orientation des bâtiments) constitue une adaptation transformationnelle.



Adaptation incrémentale
îlots de fraîcheur.



Adaptation transformationnelle repenser
l'urbanisme, la mobilité,
l'orientation des bâtiments.



Soutien de la Croix-Rouge aux personnes âgées. Photo : Alex Bonnemaison.

La Commission Globale sur l'Adaptation (GCA), qui rassemble une centaine d'organisations internationales dont la FICR, a formalisé **huit principes communément admis**³ pour déployer des actions d'adaptation locale :

- #1. Déléguer la prise de décision au niveau approprié le plus proche du terrain
- #2. S'attaquer aux inégalités structurelles qui affectent les groupes marginalisés
- #3. Fournir des financements de long terme permettant aux acteurs locaux de diriger l'action
- #4. Investir dans les capacités locales afin de laisser un héritage institutionnel durable
- #5. Construire une compréhension solide des risques et des incertitudes climatiques
- #6. Mettre en place des programmes basés sur la flexibilité et l'apprentissage continu
- #7. Garantir la transparence et la redevabilité vers le bas
- #8. Privilégier l'action et les investissements collaboratifs

Transposer l'approche LLA au « Nord » : trois enjeux majeurs

Comme évoqué, l'approche LLA est née dans le contexte particulier du secteur du développement et de l'aide internationale, notamment dans une optique de **rééquilibrer le pouvoir** entre « le Nord et le Sud », mais aussi entre les populations et les organisations. C'est pour cela qu'elle est **explicitement formulée pour intégrer les communautés les plus exposées (« frontline communities »)**, souvent rurales, vulnérables ou marginalisées.

Transposer l'approche LLA implique d'**adapter le vocabulaire et de recentrer les enjeux** à l'aune de leur contexte environnemental, social et institutionnel particulier. Pour commencer, **que faire du concept de « communauté »**, central dans l'approche LLA et historiquement associé au « Sud » (bien que l'usage y soit également contesté⁴), dans un contexte où les populations sont davantage fragmentées et individualisées ? Cette notion peut être abordée dans un sens plus large, afin de **penser les projets d'adaptation avec et pour les groupes locaux les plus exposés** aux impacts du changement climatique **au sein d'un territoire défini**.

La notion de « territoire » fait référence ici à un **espace géographique identifié** dans lequel **un ensemble d'acteurs partage une exposition à des risques climatiques spécifiques**, des ressources, des infrastructures et des enjeux sociaux ou économiques.

Il s'agit dès lors d'identifier les différentes « **populations** » qui partagent certaines **caractéristiques et vulnérabilités socio-économiques**, afin de prendre en compte leur voix.



³ Global Commission on Adaptation, Principles for Locally Led Adaptation Action, 2022

⁴ Titz, A., Cannon, T., & Krüger, F. (2018). Uncovering 'Community': Challenging an Elusive Concept in Development and Disaster Related Work. Societies, 8(3), 71. <https://doi.org/10.3390/soc8030071>

Les « communautés » ne sont donc pas forcément des communautés ethniques ou des regroupements définis, elles peuvent aussi faire référence à différents regroupements de citoyens locaux constitués en associations, collectifs...

Dès lors, en gardant l'esprit du cadre global défini par la GCA, il est possible de résumer trois principes clés pour appliquer une démarche LLA dans les pays du « Nord » :

1. **Comprendre et agir selon les réalités spécifiques** du territoire et des populations locales, en s'appuyant sur une **analyse des risques climatiques, des vulnérabilités locales et des savoirs locaux** (y compris traditionnels), afin de concevoir des **solutions d'adaptation pertinentes, évolutives et non génériques** (#P5, #P6, #P8)
2. **Donner un réel pouvoir aux populations locales**, en renforçant les mécanismes de participation, de gouvernance et de redevabilité au niveau communautaire, et en veillant à **l'inclusion active des groupes les plus vulnérables**, afin que les personnes les plus exposées aux impacts climatiques puissent influencer, voire décider, des priorités et des solutions d'adaptation (#P1 ; #P2 ; #P7, #P8).
3. **Renforcer durablement la capacité d'action de tous les acteurs locaux** (qu'ils soient publics, privés, citoyens), à travers des investissements de long terme (formation, outils, structuration, accès aux ressources), afin de leur permettre d'anticiper, de s'adapter et de répondre aux chocs climatiques de manière autonome et coordonnée, au-delà de la seule logique de gestion de crise (#P1 ; #P3 ; #P4, #P6).



Ateliers APRIS entre volontaires dans les Hauts-de-France.

2. S'INSPIRER POUR S'ENGAGER : INITIATIVES ET OUTILS AU SERVICE DE L'ADAPTATION



2.1 Organisations humanitaires et ACC : où en sommes-nous ?

Une prise de conscience, des initiatives isolées

Ces dernières années, la prise en compte du changement climatique et des risques associés a gagné en importance au sein du secteur humanitaire. Le Mouvement CRCR est sans aucun doute l'un des acteurs pionniers en la matière, avec des projets sur l'ACC dès la fin des années 90 qui ont abouti au lancement de l'initiative « [The Climate Action Journey](#) » en 2023 dans plus de 45 pays.

Néanmoins, si les **Sociétés nationales intègrent depuis plusieurs années les enjeux climatiques dans leurs activités de gestion des risques de catastrophes (GRC)** et conduisent plus largement des efforts d'atténuation, **un nombre encore limité a établi des stratégies d'adaptation transversales donnant lieu à des actions concrètes.** C'est pourtant un cadre indispensable pour en faire un sujet d'importance et complémentaire à la logique de gestion de crise dans les organisations.

La difficulté de se saisir du sujet de l'adaptation, en particulier au « Nord », est commune à l'ensemble des acteurs : même les États comme la France ont tardé à sortir leur plan d'adaptation national, et le constat est partagé au sein de nombreuses ONG. Un rapport récent sur l'adaptation au changement climatique dans le secteur de l'aide internationale⁵ montre que, si la prise de conscience climatique progresse, **les initiatives restent isolées ou cloisonnées dans certains services et pilotées par des profils experts, à petite échelle :**



Climate Action Journey, Bogota 2024.

A l'heure actuelle, la plupart des initiatives de LLA sont menées au Sud, au sein des territoires particulièrement exposés aux impacts du changement climatique depuis plusieurs années. ([GCA, 2025](#)).



Jérôme Faucet, Chargé de recherche, d'évaluation et de formation – référent « Adaptation » au sein du groupe URD.

En pratique, la transformation demeure essentiellement centrée sur les projets, sans remise en question structurelle : les actions d'adaptation se traduisent principalement par des ajustements programmatiques dans les secteurs où les organisations disposent déjà d'expertise (WASH, agroécologie, écoconstruction, etc.), ou à travers des projets pilotes explorant des approches plus innovantes, telles que les solutions fondées sur la nature ou les actions anticipatoires. L'étude met donc en lumière un angle mort particulièrement préoccupant : l'absence de réflexion structurée sur l'adaptation des modes de fonctionnement internes des ONG. À ce stade, l'adaptation est majoritairement pensée comme une réponse programmatique aux impacts du changement climatique sur les populations et les territoires d'intervention, et non comme un enjeu stratégique affectant directement les capacités opérationnelles, organisationnelles et institutionnelles des organisations elles-mêmes.

⁵ Ce rapport a été réalisé sur la base d'une méthodologie mixte qualitative et quantitative, l'équipe a analysé un ensemble de documents et d'études relatifs à l'adaptation du secteur de l'aide internationale au changement climatique (9 stratégies environnementales et/ou climatiques d'organisations et 30 études et publications sectorielles) et conduit 30 représentants de 22 ONG humanitaires et de développement.

Plusieurs freins à lever

Les facteurs d'inertie identifiés au sein des différentes ONG interrogées sont de plusieurs natures (Faucet, 2026, p. 12-14) :

+ **Lacunes techniques et de connaissances** : « une prise de conscience des enjeux climatiques qui varie fortement selon les départements, les niveaux hiérarchiques (siège/terrain) et les contextes nationaux » ; une **compréhension limitée** de ce qu'implique l'adaptation au changement climatique « qui demeure floue » et « fréquemment confondue avec le concept d'atténuation » ; « des initiatives isolées ou cloisonnées dans certains services et pilotées par des profils experts » ; un **manque de lecture systémique** en dehors des cercles spécialisés ; « un manque d'outils pratiques et méthodologiques pour guider l'action. »

+ **Faiblesses financières** : « l'absence de financements dédiés, stables et prévisibles pour l'adaptation ; des financements perçus comme opportunistes et peu alignés avec des visions de long terme, limitant la continuité et la profondeur des actions. De fait, en pratique, la mise en œuvre de nouveaux outils ou approches repose largement sur les ressources internes (humaines et financières) des ONG, ce qui limite leur capacité d'action, en particulier pour les structures de petite taille. »

Par ailleurs, il semble exister un certain nombre de verrous organisationnels et structurels, comme en témoignent certains experts du sujet au sein du mouvement :

Pour Jérôme Faucet, le « **décalage entre une conscience croissante du défi climatique et l'absence de remise en question des modes de fonctionnement internes** constitue aujourd'hui l'un des freins majeurs à une transformation réelle du secteur humanitaire et du développement. Tant que l'adaptation restera cantonnée au niveau des projets, sans être intégrée aux cadres de gouvernance, aux stratégies opérationnelles et aux processus décisionnels, elle demeurera largement insuffisante face à l'ampleur des risques climatiques à venir. » (Faucet, 2026) C'est pourquoi la mise en place d'une stratégie claire à l'échelle nationale, adaptée au niveau local, reste un point clé pour embarquer l'ensemble des acteurs et faire avancer le sujet.



Hélène Grossetie-Rückert,
Lead Consultant, Resilience
Hubs, Climate Adaptation
& Crisis Preparedness

L'une des principales faiblesses réside dans la séparation entre les initiatives d'atténuation et d'adaptation. Cette division réduit l'efficacité globale des actions climatiques, alors que la combinaison de ces deux volets pourrait améliorer significativement les résultats. De plus, une confusion fréquente entre les notions d'atténuation et d'adaptation au sein du réseau Croix-Rouge française (CRF) crée un sentiment de surcharge, nécessitant une clarification des objectifs et une adaptation de la sémantique selon les interlocuteurs. Un autre problème majeur est le manque de pilotage centralisé qui complique parfois la mise en œuvre de stratégies cohérentes et coordonnées. Il peut donner lieu à des actions d'adaptation fragmentées, à petite échelle, incrémentales et spécifiques à un secteur.

2.2 Faire de l'ACC une priorité nationale stratégique et diffuser la culture de l'adaptation

Pourquoi c'est important ?

Sans stratégie d'adaptation au changement climatique, il sera difficile de faire exister le sujet autrement que dans les discours ou des initiatives ponctuelles, portées par quelques équipes engagées mais fragiles face à l'urgence permanente des crises. C'est pourquoi l'une des étapes charnières du Climate Action Journey initié par le Climate Center consiste, pour chaque société nationale qui le souhaite, à définir ses propres objectifs climatiques à long terme dans le cadre d'une **stratégie pluriannuelle**.

En définitive, mettre l'adaptation climatique au cœur de la stratégie climat offre un cadre structurant pour :

- assoir l'importance des enjeux et influencer les orientations futures,
- peser dans le plaidoyer auprès des différents acteurs publics et privés,
- obtenir et sanctuariser des financements,
- opérer la transition d'une approche ponctuelle, centrée sur des projets, vers une planification plus structurée de l'adaptation à l'échelle locale.

Comment s'y prendre ?

Il n'y a pas de recette unique pour établir une stratégie, mais certaines bonnes pratiques peuvent être identifiées :

- + **S'assurer de l'adhésion de la gouvernance** : il est nécessaire que la stratégie soit soutenue et impulsée par les instances dirigeantes, en impliquant les départements et services des SN (Sociétés nationales), afin que les moyens appropriés soient mis à disposition, et qu'elle soit appliquée de manière systématique dans l'ensemble des départements.
- + **Commencer la réflexion en se basant sur une analyse solide des risques** liés au changement climatique, qui mêle données scientifiques et de terrain, évaluation interne et externe de la capacité d'adaptation de l'organisation.
- + **S'assurer que la stratégie s'inscrit dans le contexte institutionnel et réglementaire existant** : une stratégie alignée avec le Plan National d'Adaptation permet de renforcer le positionnement des SN comme un partenaire de l'État et comme un acteur clé de l'adaptation.

LES 7 ÉTAPES DU CLIMATE ACTION JOURNEY



1. Autonomisation et leadership

2.

Compréhension des risques



3. Engagement communautaire

4.

Intégrer les risques liés au changement climatique



5. Élaborer une stratégie

6.

Développer et lever des fonds

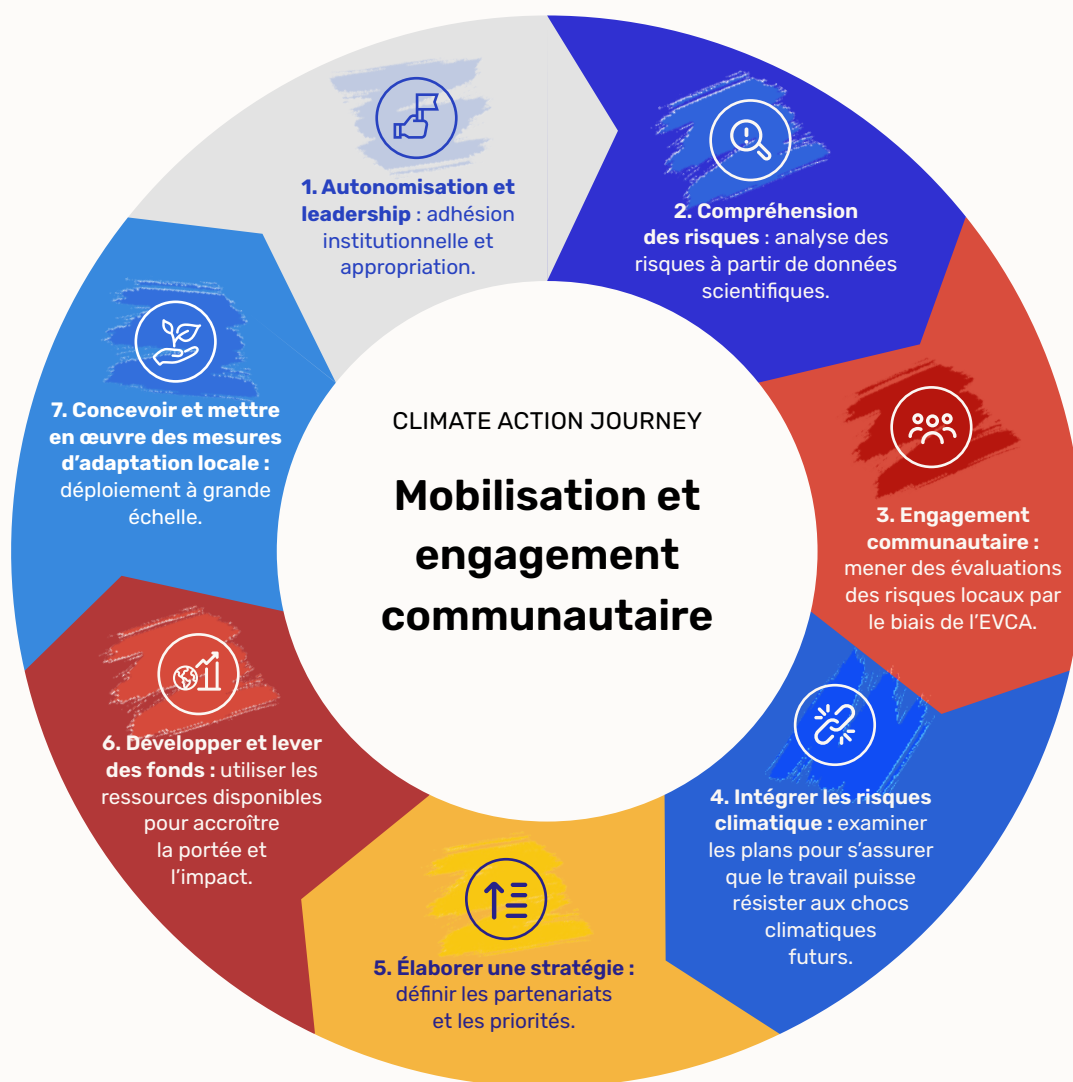


7. Déployer la démarche LLA

- + **Impliquer les volontaires dans la co-construction de la stratégie** pour permettre une meilleure appropriation et faciliter le déploiement.
- + **Obtenir une validation externe** : faire valider la stratégie par des partenaires extérieurs / acteurs clés, y compris instances politiques, permet aux SN de se positionner comme un acteur clé de l'adaptation sur le territoire.
- + Assurer un **portage opérationnel en dédiant des** ressources humaines au sujet de l'adaptation sur le long cours, et en identifiant des référents dans chaque équipe.
- + Favoriser une **gouvernance partagée siège/terrain pour la mise en œuvre** afin de dépasser les silos et d'assurer la cohérence et l'efficacité de l'action climatique.



Climate Action Journey, Madrid 2024.



+ Une approche participative conforme aux principes LLA

La Croix-Rouge britannique (CRb) a placé les acteurs de première ligne au cœur de l'élaboration de sa stratégie d'ACC, lancée en 2023 dans le cadre de son plan stratégique national. Des ateliers participatifs avec le personnel et les bénévoles ont permis de recueillir leurs expériences des impacts climatiques, leur connaissance des contextes locaux et leur perception des risques actuels et émergents.

Cette approche valorise les connaissances locales et opérationnelles et ancre la stratégie dans les réalités des communautés. En donnant aux acteurs de première ligne un rôle central dans l'identification des priorités climatiques, la CRb pose les bases d'une approche LLA fondée sur la subsidiarité, l'apprentissage continu et le renforcement des capacités locales.

+ Une phase de recherche et d'analyse des risques pour renforcer l'orientation stratégique

Parallèlement, une évaluation des risques climatiques et de la vulnérabilité au Royaume-Uni a été menée afin de compléter les connaissances qualitatives par des données scientifiques. Une évaluation externe des capacités de l'organisation à s'adapter au changement climatique a également permis d'orienter les priorités internes.

Ce processus a conduit à l'élaboration d'un cadre dédié à l'ACC (Climate Adaptation Framework – Theory of Change), examiné par des experts externes. Le recrutement d'un poste à temps plein dédié à l'ACC au sein des équipes Urgences et Crises, une première parmi les Sociétés nationales européennes, a renforcé le leadership du programme. Ce poste couvre désormais à la fois l'ACC et le renforcement de la résilience au sein de l'équipe Résilience du Royaume-Uni.

+ Mise en œuvre : sensibilisation et renforcement des capacités locales

Dans le cadre de la mise en œuvre, parallèlement à la collecte de fonds et au développement de partenariats, la CRb s'est attachée à sensibiliser au changement climatique et à renforcer la capacité des équipes locales à identifier les risques et à mettre en œuvre des solutions d'adaptation.

Pour soutenir cette démarche, l'organisation continue de produire des ressources sur l'ACC, notamment :

- des notes d'information sur les enjeux d'adaptation et les évolutions politiques ;
- des mises à jour sur les recherches et les outils émergents ;
- des fiches d'information sur les risques climatiques au Royaume-Uni et à l'échelle mondiale.

+ Une nouvelle orientation : utiliser l'évaluation des risques

L'évaluation des risques climatiques et de la vulnérabilité au Royaume-Uni continue d'orienter les travaux de la Direction de la résilience. Elle favorise le passage de l'évaluation à l'action grâce à des activités ciblées : Pour soutenir cette démarche, l'organisation continue de produire des supports d'information et des ressources pratiques sur l'ACC, notamment :

- l'intégration d'une réflexion fondée sur le climat dans la planification de la résilience et des interventions d'urgence ;
- le soutien à l'identification et à la hiérarchisation des risques liés au climat aux niveaux local et régional ;
- l'élaboration d'outils pratiques et de lignes directrices pour traduire les risques climatiques en actions opérationnelles ;
- la mise en œuvre d'activités et de programmes pilotes visant à renforcer la résilience des communautés ;
- la facilitation de l'apprentissage inter-organisationnel sur les risques composés et en cascade ;
- des ateliers avec des jeunes bénévoles pour sensibiliser aux risques climatiques et encourager l'engagement en faveur de la résilience climatique ;
- le renforcement des capacités internes afin de garantir une utilisation efficace des données sur les risques climatiques.

2.3 Des outils existants à adapter

Afin d'intégrer une approche *bottom-up* dans les projets et ancrer l'analyse des risques climatiques et des vulnérabilités dans les réalités locales, le Mouvement CRCR n'a **pas besoin de réinventer la roue** : il existe déjà tout un **ensemble d'outils éprouvés** issus de différents contextes (ex : engagement / redevabilité communautaires, GRC...) **qui pourraient être réadaptés** au service des projets d'adaptation dans les pays du « Nord ».

L'adaptation locale nécessite un flux bidirectionnel d'informations sur les risques climatiques, du niveau local au niveau national.
(IFRC, 2025)



ÉTAPE 1.

Cartographier et comprendre les vulnérabilités climatiques et se projeter dans les impacts à venir

- 5 outils de cartographie et d'analyse spatiale
- Scénarios climatiques territorialisés et ateliers de prospective participative

Identifier les mesures d'adaptation et de prévention avec les acteurs locaux

- 5 outils d'analyse participative et de mobilisation communautaire
- Outils de prospective et d'anticipation locale



ÉTAPE 2.



ÉTAPE 3.



Prévenir et gérer les risques résiduels

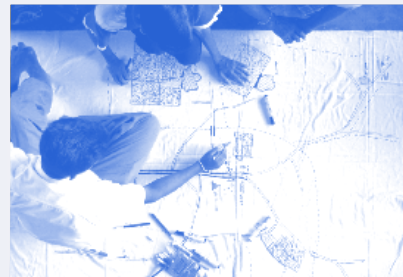
- Système d'alerte précoce
- Working with Nature Framework
- Le calculateur de la Croix-Rouge espagnole
- Sensibilisation des communautés

Voici quelques exemples sur lesquels s'appuyer dans le cadre d'une démarche d'adaptation :

1. Cartographier et comprendre les vulnérabilités climatiques et se projeter dans les impacts à venir



Cette étape consiste à **comprendre en profondeur les vulnérabilités climatiques auxquelles sont exposées les populations d'un territoire** en s'appuyant à la fois sur des **données scientifiques environnementales** (ex : projections climatiques, modélisations météorologiques), **sociales** (ex : densité de population, précarité, accès aux services...) et sur des **données remontées par les acteurs de terrain**. Il s'agit notamment de rendre visibles des vulnérabilités parfois cachées dans les données (isolement social, fatigue des bénévoles, fragilités urbaines, etc.) en partant des perceptions, expériences et priorités locales.



Mapping Enhanced Vulnerability and Capacity Assessment (EVCA). Photo : Croix-Rouge danoise.

+ Outils de cartographie et d'analyse spatiale :

ClimaSens → **plateforme d'intelligence climatique** qui aide la Croix-Rouge australienne à combiner des données de prévisions météorologiques avec des informations démographiques hyperlocales. La plateforme montre non seulement où les vagues de chaleur extrême vont frapper, mais aussi quelles communautés sont les plus exposées en raison de facteurs tels que l'âge, l'isolement ou la précarité du logement.

climasens.com

humanitech.org.au

La carte des vulnérabilités → **un outil de cartographie interactive** développé par la Croix-Rouge Française en partenariat avec des chercheurs **pour mieux comprendre les fragilités des territoires grâce à l'indice de vulnérabilité potentiel**. Basé sur une approche multi-dimensionnelle avec 9 indicateurs (monétaire, socio-économique, mobilité, santé), il permet d'identifier des zones à risque parfois oubliées et de mieux cibler les actions en fonction des réalités locales.

Missing Maps → **projet collaboratif** (porté par les CR américaine et britannique, et MSF) pour cartographier **des zones où les organisations humanitaires interviennent auprès des populations exposées** aux catastrophes et aux crises — une base essentielle pour croiser risques naturels, infrastructures critiques et vulnérabilités sociales.

missingmaps.org

Participatory GIS → le Climate Centre a piloté des projets de **cartographie participative où les communautés locales marquent elles-mêmes les zones exposées** (inondations, glissements) sur des images satellitaires, puis analysent la vulnérabilité des ménages et planifient des usages futurs. Il a par exemple travaillé avec la Croix-Rouge au Timor-Leste pour un projet de mapping pour l'action anticipatoire des risques d'inondation.

www.climatecentre.org

www.climatecentre.org/timor-leste

MapMakoko → exemple de **cartographie communautaire** réalisée par Code for Africa avec des habitants du bidonville sur pilotis à l'aide de drones, de canoës et de plateformes de données ouvertes ; ou encore HOTOSM, initiative « d'Open street map humanitaire ».

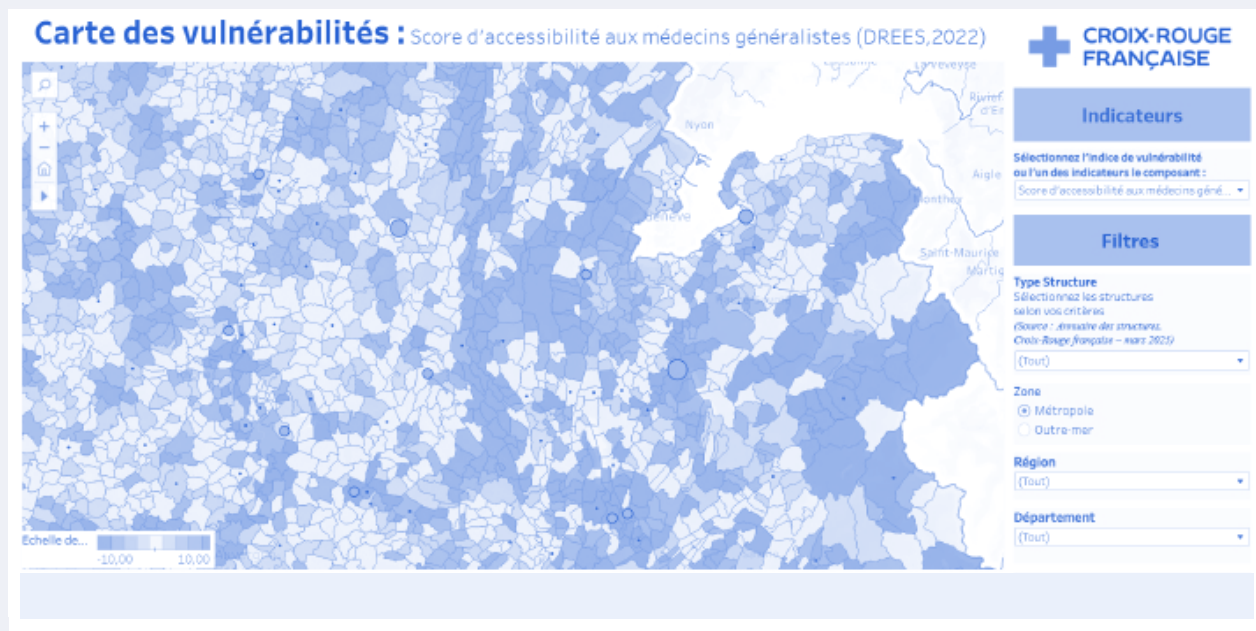
red-social-innovation.com/solution/mapmakoko

www.hotosm.org

+ **Scénarios climatiques territorialisés et ateliers de prospective participative** : par exemple, l'Agence Française de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie (ADEME) a développé des **scénarios pour projeter les territoires en 2025** ; et l'agence météorologique suédoise propose un **workshop** recommandé par l'UE. La CRb a par exemple mené des **ateliers de diagnostic territorial participatif** croisant bénévoles, salariés, partenaires locaux dans le cadre de la mise en place de sa stratégie d'adaptation (cf REX p. 18).

librairie.ademe.fr

www.smhi.se



Aperçu de la Carte des Vulnérabilités développée par la Croix-Rouge française.



2. Identifier les mesures d'adaptation et de prévention avec les populations et acteurs locaux

L'objectif est de capitaliser les savoirs et retours d'expériences des acteurs locaux pour nourrir des plans d'adaptation ancrés dans les réalités des territoires, tout en favorisant l'adhésion des populations en les impliquant le plus en amont possible. Ces outils sont largement utilisés dans les pays du « Sud » et certains sont en cours d'adaptation pour être appliqués par les Sociétés nationales du « Nord ».



Exposition photo Vivre en 2050.

+ Outils d'analyse participative et de mobilisation communautaire :

L'Évaluation Améliorée de la Vulnérabilité et des Capacités (EVCA) →

est un outil historique de la Croix-Rouge utilisé pour la GRC dans les pays du « Sud ». Ce **processus participatif** permet aux communautés, avec le soutien des SN, d'évaluer et d'analyser les risques auxquels elles sont confrontées, d'identifier les vulnérabilités, les capacités d'adaptation et des pistes d'actions. Cette démarche a été revue dans le cadre du **Climate Action Journey**, afin d'intégrer les risques climatiques futurs et les impacts du changement climatique dans les discussions avec les communautés. L'objectif est de **prendre en compte l'évolution des aléas et les projections à venir, et de s'assurer que les mesures définies avec les communautés vont permettre l'adaptation sur le long terme**. Par ailleurs, la Croix-Rouge néerlandaise conduit actuellement un projet pilote pour utiliser l'outil avec la municipalité de Limbourg dans le cadre de la préparation aux inondations (voir *témoignage ci-dessous*).



Marij Zwart, Water, Sanitation and Hygiene advisor at Netherlands Red Cross

Aux Pays-Bas, l'approche n'est pas encore mise en œuvre. Certains collègues en interne estiment que d'autres organisations sont déjà responsables, et potentiellement mieux placées, pour diffuser l'information et mobiliser autour de la résilience et de la préparation aux risques. Toutefois, les informations fournies par les autorités locales et par d'autres acteurs ne sont pas toujours accessibles ni facilement compréhensibles pour tout le monde, en particulier pour les personnes confrontées à des barrières linguistiques, les personnes âgées ou d'autres groupes vulnérables. L'EVCA peut donc contribuer à rendre l'information plus inclusive, à renforcer le pouvoir d'agir des communautés et à les accompagner dans la définition de leurs propres priorités.

La méthodologie s'inscrit en complément des processus existants menés par les pouvoirs publics. Elle s'adapte aux cadres déjà en place et s'appuie sur les recommandations existantes : il n'est pas attendu des communautés qu'elles créent de nouvelles mesures à partir de zéro, mais plutôt qu'elles s'approprient et contextualisent les orientations déjà disponibles. Le processus est également conçu pour être relativement court, afin de tenir compte de la disponibilité limitée des participant·e·s dans les contextes urbains.

La démarche TACCT → créée par l'ADEME pour les collectivités territoriales, elle permet de **bâtir une politique d'adaptation au changement climatique, de A à Z sur son territoire**, du diagnostic de vulnérabilité jusqu'au suivi des mesures et l'évaluation. TACCT aide les collectivités de toutes tailles et situations géographiques à déterminer les enjeux prioritaires en fonction de l'exposition aux aléas et de la sensibilité socio-économique du territoire au changement climatique.

preparecenter.org/site/evca

tacct.ademe.fr

L'analyse de la vulnérabilité et des capacités face au changement climatique → (*Climate Vulnerability and Capacity Analysis - CVCA*) : un outil de CARE utilisé pour recueillir et analyser des informations sur les vulnérabilités et les capacités des communautés face au changement climatique. Elle sert de base à l'identification de mesures, au niveau communautaire ou à plus grande échelle, visant à aider les communautés à renforcer leur résilience face au changement climatique.

careclimatechange.org/cvca

Outil de mesure de la résilience climatique des communautés → (*Climate Resilience Measurement for Communities - CRMC*) : créé par la Zurich Alliance, le CRMC aide les communautés à évaluer et à mesurer leur niveau de résilience face aux risques climatiques grâce à un outil en ligne et une application mobile. À partir des résultats obtenus, elles peuvent identifier et mettre en œuvre des mesures visant à renforcer leur résilience, puis effectuer des évaluations supplémentaires pour suivre les progrès réalisés.

zcralliance.org/crmc

Évaluation participative des risques climatiques et des risques de catastrophe → (*Participatory Assessment of Climate and Disaster Risks - PACDR*) : un outil méthodologique conçu et utilisé par diverses ONG et acteurs communautaires pour mener des analyses participatives et identifier les aléas / vulnérabilités / capacités locales et définir des stratégies d'adaptation et actions adaptées.

pacdr.net

+ Les **outils de prospective et d'anticipation locale** comme les « stress tests climatiques » peuvent être utiles pour aider les acteurs à se projeter dans les changements à venir et à prioriser les actions d'adaptation :

valdemarne.croix-rouge.fr/inondaction

Initiative « Innond'action → mise en place par la Croix-Rouge du Val-de-Marne (France), qui s'appuie sur la réalité virtuelle

Vivre en 2050 → développée par la Croix-Rouge française, est une exposition immersive qui invite les participants à se mettre dans la peau d'un migrant climatique en France afin de vivre, à travers des choix décisifs, les impacts des crises environnementales sur la vie quotidienne et réfléchir à la résilience face aux crises futures.

red-social-innovation.com/fr/solution/living-in-2050



}. Prévenir et gérer les risques résiduels

Dans les démarches d'adaptation locale, il est essentiel de **gérer le risque résiduel**, c'est-à-dire les risques qui restent malgré les mesures de prévention et d'adaptation mises en place. Différents outils existants peuvent répondre à ce besoin en identifiant à l'avance quand et où ces risques vont se matérialiser et déclencher des actions ciblées (ex : visites en cas de canicule, sensibilisation, pré-positionnement de matériel..) pour limiter les impacts sur les populations.



Photo : Christophe Hargoues.

Système d'alerte précoce → ensemble de **mécanismes et de processus de suivi, de prévision et d'évaluation des aléas (données scientifiques), de communication** (diffusion d'alertes locales par SMS, bénévoles, radios...) et de **préparation aux catastrophes** permettant, aux communautés, aux gouvernements, aux entreprises de prendre rapidement les mesures nécessaires à la réduction des risques de catastrophe en cas d'événements dangereux imminents.

L'action anticipatoire → cette approche vise à **agir avant qu'un aléa climatique n'entraîne une crise humanitaire**, en s'appuyant sur des prévisions fiables (analyse des risques combinant données scientifiques et connaissances empiriques), des déclencheurs prédéfinis (sélection d'indicateurs et définition de seuil de déclenchement), et des fonds établis à l'avance pour mettre en place les actions. En dehors du « Protocole d'Action Précoce (PAP), différents outils utilisés au sein du mouvement pourraient être adaptés, aux SN du « Nord » comme :

- **l'évaluation des risques communautaires** (*Community Risk Assessment - CRA*) - un tableau de bord qui permet d'identifier et de prédire les zones géographiques les plus touchées par une catastrophe
- **le portail de prévision basée sur les impacts** (*Impact Based Forecasting Portal - IBF*) - un guichet unique numérique d'informations destiné à faciliter la prise de décision des responsables de la gestion des catastrophes lors des opérations d'action préventive

🔗 www.anticipation-hub.org/meal_guidelines.pdf

🔗 510.global/service/cra

🔗 510.global/product/ibf

Working with Nature Framework → une application concrète du concept plus large des **Nature-Based Solutions**, qui consiste à concevoir et gérer des projets en collaboration avec les processus naturels, plutôt que de lutter contre eux. Dans le cadre de l'adaptation au changement climatique, cette approche permet de renforcer la résilience des communautés et des territoires en utilisant les solutions fondées sur la nature pour réduire les impacts des événements extrêmes (inondations, érosion, vagues de chaleur) tout en préservant les services rendus par les écosystèmes. Un ensemble d'outils est à retrouver sur le site du Prepare.Center de la FICR.

Les Sociétés nationales peuvent tirer parti de leur présence sur le terrain et de la confiance dont elles jouissent pour promouvoir des projets de renaturation urbaine ou de restauration des écosystèmes en collaboration avec les municipalités. La Croix-Rouge espagnole a déjà reboisé plus de 200 hectares de forêt !

Le calculateur de la Croix-Rouge espagnole → un outil conçu de manière simple et pratique afin que les SN puissent calculer leur **empreinte carbone** et disposer d'outils pour la réduire.

www.cruzroja.es/calculadora

Sensibilisation des communautés → ces outils jouent un rôle clé dans la prévention des risques résiduels en renforçant la compréhension des aléas et en favorisant l'adoption de comportements adaptés, permettant ainsi de limiter les impacts des événements climatiques qui ne peuvent être entièrement évités et de renforcer plus largement la résilience des populations locales.

- Par exemple, **Children's Vision**, un programme développé par les bénévoles jeunesse de la Croix-Rouge libanaise, propose à des jeunes de 13 à 15 ans de s'impliquer dans des activités qui combinent une approche humanitaire et environnementale, à destination de leurs communautés.
- Les ressources gratuites **Y-Adapt** développées par le *Climate Center* ont pour objectif de sensibiliser les jeunes (collège et lycée) au changement climatique et aux risques auxquels ils sont exposés afin d'améliorer leur résilience et leur capacité à agir en cas de catastrophe.
- Pour public encore plus jeune (8 - 11 ans), des jeux pédagogiques, comme **Paré pas Paré** (PIROI), ou **Alerte** (PIROPS) permettent d'éduquer les enfants aux risques avec une approche d'animation qui prend en compte leurs besoins, leurs capacités psychologiques et évite l'utilisation de la peur comme levier éducatif. Initialement conçus pour l'île de la Réunion, des unités locales de la Croix-Rouge française commencent à adapter le contenu pour leur territoire.

red-social-innovation.com

weadapt.org/knowledge-base/y-adapt

[piroi.croix-rouge.fr/pare-pas-
pare-kit-pedagogique](http://piroi.croix-rouge.fr/pare-pas-pare-kit-pedagogique)

youtube.com/alerte

Enfin les **communautés de pratique internes** sont des mines d'or pour s'inspirer des solutions locales et innovations frugales mises en place (ex : **Plateforme Red Social Innovation, Communities of Practices de la Fédération Internationale**, centre de ressource **PIROI**). D'autres sites internes comme le *Climate Center* ou externes comme celui de GLA sont également des références pour retrouver des publications sur les bonnes pratiques et enseignements de projets LLA portés par différentes organisations et communautés dans les pays du « Sud » (ex : **GLA, 2025**).

ifrc.csod.com

piroi.croix-rouge.fr

3. MISE EN PERSPECTIVE : LA CROIX-ROUGE, UN PARTENAIRE STRATÉGIQUE POUR DES POLITIQUES D'ADAPTATION AU CŒUR DES TERRITOIRES



3.1 Catastrophes, crises et adaptation : vers un nouveau rôle pour les Sociétés nationales ?

Faire converger gestion des risques climatiques et adaptation : un défi collectif

Dans un contexte de multiplication des crises et des catastrophes liés aux impacts du changement climatique, un défi majeur à l'échelle du Mouvement, mais également pour tous les acteurs locaux, consiste à **enrichir les démarches de gestion des risques (GRC) ou de réponse d'urgence en intégrant une logique de prévention et de résilience sur le long terme... Et donc à faire converger les approches d'anticipation et d'adaptation** : il ne s'agit pas d'arrêter de prévenir et d'intervenir dans le cadre des crises, mais de s'inscrire seulement dans une logique de réponse n'est plus suffisant au regard des enjeux climatiques.

Autrement dit, l'adaptation au changement climatique exige d'**aller plus loin qu'une approche de GRC** : elle suppose de transformer durablement les territoires, les infrastructures et les politiques publiques pour les rendre compatibles avec un climat en mutation. En ce sens, le GIEC considère désormais la GRC comme une composante de l'adaptation, qualifiée comme un processus plus large en ce qu'il poursuit des objectifs de transformation plus systémique (AFD, 2023).

En effet, la **GRC** demeure principalement structurée autour d'une logique événementielle et sectorielle, **centrée sur la prévention, la préparation, la réponse et le relèvement face à des chocs** identifiés. L'adaptation au changement climatique implique une démarche plus profonde, en visant à **anticiper une évolution structurelle et durable des conditions climatiques**. Elle suppose d'**intégrer l'incertitude et le long terme** dans l'aménagement, les infrastructures et les politiques publiques, et d'accepter que les références passées ne constituent plus un cadre suffisant d'action. Là où la GRC vise à restaurer un état antérieur, l'adaptation implique une transformation des territoires afin de réduire de manière structurelle leur vulnérabilité dans un climat en mutation.

L'expérience d'une crise constitue souvent un puissant catalyseur d'action mais peut aussi devenir un obstacle à la mise en place de stratégies d'adaptation ambitieuses. **À la suite d'une catastrophe, la tentation est forte de revenir à la situation antérieure, plutôt que de continuer à transformer en profondeur le territoire**. Construire une véritable résilience suppose précisément de **dépasser cette logique de simple**



Intervention de la Croix-Rouge espagnole pendant les inondations à Valence. Photo: Croix-Rouge espagnole..

La priorité sera toujours de sauver des vies, mais nous devons agir au quotidien sans que notre réponse n'aggrave la crise climatique à long terme.

Herminia Magán, Croix-Rouge espagnole



Historiquement positionné sur la réponse aux catastrophes, le Mouvement CRCR dispose d'une expertise opérationnelle unique en matière de gestion de crise : connaissance fine des vulnérabilités sociales, capacité de mobilisation rapide, ancrage territorial et coordination multi-acteurs. Dans un contexte de multiplication des catastrophes climatiques à venir, les SN peuvent devenir des acteurs stratégiques de l'adaptation sur les territoires... Et ce sans avoir à révolutionner leur métier : il ne s'agit pas tant d'opérer une innovation de rupture que de changer de posture. En tant que tiers neutre et de confiance, elles sont en mesure de faire le lien et d'inclure certaines parties de la population qui sont éloignées de la vie citoyenne. Autrement dit, il est possible pour l'organisation d'avoir un impact majeur en matière d'adaptation tout en s'appuyant sur ses missions et activités existantes.

rétablissement. Il s'agit d'aller au-delà de la gestion réactive post-crise – souvent bien maîtrisée par les organisations humanitaires, les collectivités et les services déconcentrés de l'État – pour **adopter une approche anticipative et préventive**, inscrite dans un projet de territoire systémique et de long terme (France Stratégie, 2024). Faire dialoguer ces deux approches suppose d'intégrer le climat comme un facteur structurant et transversal, qui peut amplifier des vulnérabilités sociales, sanitaires et humanitaires.

Les observations de terrain, les savoirs locaux et les retours d'expérience des communautés constituent un point d'entrée commun, à la fois familier aux équipes GRC et indispensable à une adaptation climatique pertinente.



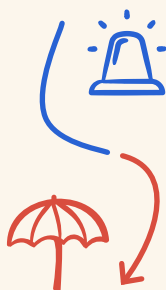
Fleur Monasso, lead Locally Led Adaptation, Climate Center

Je pense que la principale difficulté, pour les départements domestiques des Sociétés nationales, réside dans la capacité à établir un lien explicite avec le récit plus large d'adaptation au changement climatique. Lorsqu'une SN met en œuvre un programme d'envergure au niveau national – par exemple un programme de préparation aux catastrophes – il est relativement simple d'y intégrer la dimension climatique dans des dispositifs existants comme les programmes de premiers secours ou de préparation : se préparer ne signifie pas seulement répondre aux crises passées, mais aussi anticiper les risques futurs, notamment ceux liés à l'évolution du climat. Cependant, il reste difficile pour les Sociétés nationales de clarifier leur positionnement dans ce cadre : elles peinent parfois à identifier précisément le rôle qu'elles peuvent et doivent jouer dans le champ plus large de l'adaptation et de l'action climatique.

UNE INNOVATION DE POSTURE

basculer de la réaction à la prévention et l'adaptation

Réagir



Prévenir

anticiper la montée des risques et développer des systèmes d'alerte sociale précoce

Secourir



Renforcer

la résilience des communautés à faire face et pour mieux comprendre les risques

Réparer



Transformer

réfléchir aux solutions durables en partenariat avec d'autres acteurs

Un déplacement de posture, mais un ADN inchangé : protéger les personnes vulnérables

D'après les experts interrogés, intégrer la logique d'adaptation impliquerait pour les Sociétés nationales du Mouvement **d'évoluer d'une posture centrée sur la réparation post-crise vers une action visant à en réduire durablement les causes**. L'enjeu n'est plus seulement d'intervenir lorsque la crise survient, mais de contribuer de manière proactive à transformer les territoires et renforcer la résilience des acteurs locaux face aux vulnérabilités climatiques afin qu'ils soient mieux préparés aux chocs à venir.



Dispositif ICI. Photo : Christophe Hargoues.

Et cette implication apporterait des **bénéfices mutuels** : impliquer davantage les Sociétés nationales en amont dans les réflexions et démarches relatives à la prévention des crises et à l'adaptation au changement climatique permettrait de **renforcer la qualité et la pertinence de la réponse locale**. A l'inverse, en dépassant l'approche de GRC pour s'engager de manière plus structurée dans une approche d'adaptation aux côtés des acteurs locaux, le Mouvement disposerait d'une meilleure connaissance des vulnérabilités, des dynamiques territoriales et des acteurs, ce qui **accroîtrait son efficacité en situation d'urgence**.



Arnaud GANAYE, directeur de projets résilience des territoires au CEREMA (Centre d'études et d'expertise sur les risques, l'environnement, la mobilité et l'aménagement)

Il y a un enjeu fort de mieux organiser les différentes ressources et les acteurs sur le territoire et d'anticiper davantage la préparation : par exemple, les autorités françaises prévoient dans leur plan d'adaptation de constituer des réserves communales de sécurité civile, destinées à préparer et organiser la mobilisation de bénévoles en situation de crise. Or, en France, à part la Croix-Rouge, peu d'acteurs savent réellement organiser et encadrer des bénévoles et il serait judicieux de travailler en synergie, sans pour autant que cela signifie qu'il faille lui confier l'entière responsabilité de la gestion de crise. Lors des inondations dans le Pas-de-Calais, par exemple, de nombreuses personnes ont apporté des vêtements, au point qu'on ne savait plus comment les gérer. Et lorsque les pompiers étrangers sont arrivés, il manquait parfois du matériel de base, comme des lits pour les accueillir : pour les prochains chocs, une meilleure anticipation sera possible, notamment grâce aux Plan Intercommunaux de Sauvegarde (PICS), un outil facilitant les liens entre la prévention des risques et la gestion de crise. Aujourd'hui on ne dispose pas d'un inventaire clair du matériel de la Croix-Rouge, ni d'une vision précise de « qui a quoi », qui fait quoi quand la crise se déclenche, et où se trouvent les ressources. S'ajoutent des enjeux de sécurité : lorsqu'un bénévole intervient en situation de crise sans être rattaché à une réserve ou à un dispositif officiel, le cadre juridique et opérationnel est flou s'il arrive un problème. La Croix-Rouge locale pourrait prendre la coordination des réserves publiques citoyennes. Les pompiers ne peuvent pas tout gérer. Le cas de Valence a montré le besoin de coordonner l'ensemble des bonnes volontés.

[outil2amenagement.cerema.fr/
outils/plan-intercommunal-
sauvegarde-pics](https://outil2amenagement.cerema.fr/outils/plan-intercommunal-sauvegarde-pics)

Cela implique de **développer de manière plus pro-active des partenariats avec des acteurs publics, mais également académiques**, ce que font déjà de nombreuses Sociétés nationales. Par exemple, la Croix-Rouge britannique a exploré en collaboration avec la London School of Economics (LSE), la thématique des vagues de chaleur en Angleterre pour éclairer la politique britannique sur la chaleur extrême. Plusieurs documents de plaidoyer ont été co-produits, dont « Feeling the Heat » et « Turning up the Heat ».

Enfin, le rapprochement avec les acteurs locaux permettrait également aux Sociétés nationales de capter des financements publics pour les projets d'adaptation, qui sont principalement financés au « Nord » au niveau local :



LSESU Red Cross Society.

🔗 www.lse.ac.uk/granthaminstitute/wp-content/uploads/2024/02/Turning-up-the-heat-learning-from-the-summer



Fleur Monasso, lead Locally Led Adaptation, Climate Center

Un autre défi majeur réside dans la nécessité urgente d'ancrer l'action climatique au niveau des villes et des régions, en intégrant les risques climatiques en constante évolution dans la planification et les initiatives communautaires. Alors que les flux de financement sont de plus en plus souvent acheminés directement vers les villes et les régions – par exemple via des programmes financés par l'UE tels que Pathways2Resilience –, l'engagement local des organisations de la société civile devient indispensable. Les sections et les branches de la Croix-Rouge peuvent également se positionner comme des partenaires essentiels pour une planification inclusive de l'adaptation et faire valoir les atouts de notre réseau au sein des instances décisionnelles locales.



Pathways2Resilience – programme financé par l'Union européenne.

REX CR Espagnole – Ce que les inondations à Valence nous ont appris en matière d'adaptation



+ Un événement d'une ampleur extraordinaire, qui n'est que le premier d'une longue série à venir et qui montre l'importance de s'adapter au changement climatique.

Jamais auparavant une catastrophe environnementale nationale n'avait causé autant de dégâts, à tel point qu'une réponse sans précédent a été mobilisée pendant quatre mois. Des milliers de bénévoles sont arrivés sans coordination, ce qui a involontairement créé du désordre et ralenti le travail des services d'urgence qui se concentraient sur le nettoyage à grande échelle des rues. Les réseaux de quartier, en revanche, ont fonctionné efficacement, créant des systèmes de soutien communautaire pour partager les soins et distribuer de la nourriture et des biens de première nécessité. **Le défi consistait à faire de cette solidarité une aide efficace plutôt que contre-productive.**

Auparavant, la Croix-Rouge espagnole avait progressivement travaillé sur l'intégration des risques climatiques dans son plan stratégique, mais **l'accent était davantage mis sur l'atténuation** et la durabilité interne que sur la préparation opérationnelle à des événements extrêmes de cette ampleur.

La tempête DANA a eu un impact à tous les niveaux de l'organisation, démontrant que **l'adaptation au changement climatique ne peut être la responsabilité d'un seul domaine, mais qu'elle doit faire l'objet d'une approche intégrée** à l'ensemble de la structure. Au niveau stratégique, l'accent mis sur le renforcement de la résilience avant-crise est renforcé dans toutes nos interventions. Cela se traduit par l'accélération des mesures préventives dans le cadre de nos programmes, la révision des protocoles, le développement d'outils liés au climat et l'intégration d'une formation spécialisée sur les risques climatiques.

+ Le défi de développer une culture de prévention et d'anticipation

Il est désormais admis qu'il est essentiel d'investir dans la prévention et la résilience climatique pour assurer la continuité de nos opérations et fournir une aide humanitaire de qualité. Les principales difficultés auxquelles nous sommes confrontés sont :

- Le changement des mentalités pour passer d'une réponse réactive à une culture de prévention et de gestion des risques, qui se traduit par un renforcement des capacités au-delà de l'unité d'urgence et pour les communautés.
- Les résistances à faire des enjeux climatiques une priorité, étant donné que les résultats d'une culture préventive ne sont pas immédiatement visibles. La priorité sera toujours de sauver des vies, mais nous devons agir au quotidien sans que notre réponse n'aggrave la crise climatique à long terme.
- Le manque de ressources conséquentes et stables pour la préparation des communautés, là où on a encore des micro-financements fragmentés ou réservés aux urgences déjà déclarées.



Intervention de la Croix-Rouge espagnole pendant les inondations à Valence. Photo: Croix-Rouge espagnole.

Zoom sur quelques initiatives de la Croix-Rouge espagnole dans ce domaine



Initiatives de **sensibilisation et de formation** pour la population, le personnel et les bénévoles de la Croix-Rouge, avec un accent particulier dans le cadre du projet de résilience climatique urbaine (UCRP) sur les **systèmes d'alerte précoce**, qui impliqueront la participation de membres de la FICR et d'autres entités externes telles que l'Agence météorologique nationale et LearnToCheck.



Création d'un rôle d'« **Agent de préparation** », figure centrale chargée d'acquérir les connaissances nécessaires dans le domaine de la prévention et de la préparation aux situations d'urgence, dans le cadre d'une approche communautaire.



Distribution de 20 000 sacs à dos contenant divers produits, un guide de préparation rapide

et un manuel succinct des premiers secours de base, dans un format facile à lire, afin d'améliorer les capacités de réaction des communautés touchées.



Développement d'un portail public qui fournira des informations en temps réel sur les risques potentiels, avec des données extraites de sources officielles et des recommandations d'action en fonction de la zone géographique.



Financement des rénovations énergétiques des logements occupés par des personnes en situation de précarité.



Reforestation et restauration des écosystèmes touchés par les incendies grâce à la création de puits de carbone sur l'ensemble du territoire national.

+ Une plus grande prise en compte des personnes vulnérables dans la prévention et la gestion des risques et des catastrophes



Intervention de la Croix-Rouge espagnole pendant les inondations à Valence. Photo: Croix-Rouge espagnole.

Cette crise a révélé que **les vulnérabilités préexistantes ont été considérablement exacerbées** pour les personnes âgées souffrant d'une solitude non désirée, les familles à faibles revenus et dont les revenus ont été interrompus en raison de pertes d'emploi dans les zones touchées ainsi que les travailleurs indépendants.

Les **personnes à mobilité réduite se trouvaient dans une situation encore plus vulnérable**, car elles avaient besoin d'ascenseurs communautaires, qui étaient en panne, pour pouvoir sortir. La Croix-Rouge a organisé et

formé des équipes de bénévoles pour faire fonctionner des monte-escaliers, à l'aide de fauteuils roulants spécialisés, en donnant la priorité au transport des enfants d'âge scolaire et des personnes âgées qui avaient des rendez-vous médicaux urgents. Cette activité se poursuit aujourd'hui dans les quartiers les plus vulnérables qui n'ont pas encore pu réparer leurs ascenseurs, leur permettant ainsi de retrouver l'accès à la rue et un certain degré de normalité. Cette expérience nous a appris que **l'accessibilité doit être au centre de tout protocole d'intervention en cas d'urgence climatique**.

Par **Herminia Magán** National Head of the Dana Plan, **Victor Manuel Segura** National Disaster Leader of the Dana Plan, and **Paloma García** National Environmental leader of the Dana Plan.

3.2 Une expertise clé pour informer les politiques d'adaptation, prendre en compte les vulnérabilités et renforcer la préparation communautaire

Enjeu

Les crises climatiques répétées (canicules, inondations, tempêtes, sécheresses) révèlent des fragilités structurelles : isolement social, précarité énergétique, habitat inadapté, faibles réseaux de solidarité. Un des enjeux principaux des stratégies d'adaptation consiste à ajuster les réponses aux spécificités locales, en prenant en compte les populations et leurs vulnérabilités. Autrement dit, la dimension « sociale » des politiques d'adaptation est autant, voire plus importante, que la dimension technique.



ANCRAGE TERRITORIAL

Les Sociétés nationales disposent d'un ancrage territorial unique grâce aux unités locales sur le terrain, aux établissements médico-sociaux qui accueillent des publics vulnérables et aux volontaires, citoyens qui connaissent leur territoire.

Les SN peuvent ainsi contribuer à **identifier finement les vulnérabilités sociales** sur le terrain, en lien avec les vulnérabilités climatiques, et à faire **remonter les informations en continu**. En ce sens, l'organisation peut être un relais essentiel entre connaissance technique et réalité sociale, permettant d'identifier les vulnérabilités récurrentes et d'agir en amont pour les réduire. Dès lors, les SN peuvent non seulement devenir productrices de données sociales sur l'adaptation, mais aussi faciliter la prise en compte des besoins et pratiques culturelles des populations locales pour éviter les effets de maladaptation.



ROLE DE TIERS DE CONFIANCE

Un rôle de tiers de confiance et de neutralité auprès des acteurs publics, privés comme des populations, ce qui permet aux SN d'être potentiellement des **organisatrices de dialogues** avant, pendant et après les crises, même dans des contextes de défiance vis-à-vis des autorités locales. Elles peuvent ainsi contribuer à **faire le lien entre personnes invisibilisées et les décideurs**, afin de prendre en compte leurs voix et d'intégrer les spécificités des populations vulnérables dans les plans d'adaptation. Elles peuvent également **faciliter l'acceptabilité sociale** de mesures parfois sensibles.



SENSIBILISATION ET MOBILISATION

Un potentiel de sensibilisation et des capacités de mobilisation exceptionnelle : les SN peuvent s'appuyer sur leur réseau unique de volontaires pour **renforcer la préparation communautaire**, en mobilisant les citoyens autour de projets d'adaptation (ex : îlots de fraîcheur, solidarité de voisinage en cas de canicule) et co-construire des solutions locales avec les habitants. Les volontaires, citoyens avant tout, peuvent également être des **vecteurs de sensibilisation, et la formation** (premiers secours, prévention) peut être élargie à la résilience climatique.

TROIS CONTRIBUTIONS CLÉS À L'ADAPTATION CLIMATIQUE



Produire des données sociales sur l'adaptation



Intégrer les voix des populations invisibilisées



Anticiper et réduire les vulnérabilités en amont

Points de vue

Si on regarde la loi Climat ou le plan d'adaptation en France, l'engagement citoyen est un axe à part entière ⁶ : les Sociétés nationales Croix-Rouge ont un **réseau de volontaires présents sur le terrain** sur lequel il est possible de s'appuyer. Par ailleurs, contrairement à d'autres ONG, l'organisation joue un **rôle d'auxiliaire de l'Etat par la nature de ses missions** de sécurité civile et d'action sociale.

Jérôme Faucet, Groupe URD, ex-mouvement CRCR

Le Mouvement CRCR a un rôle majeur à jouer pour renforcer une approche systémique qui implique de traiter différentes causes en même temps et non plus en silo. La Croix-Rouge est un observateur sensible sur le terrain — elle peut partager ses retours d'expérience sur des enjeux clés comme la gestion des vagues de chaleur par exemple.

Arnaud Ganaye, Directeur résilience, CEREMA



ENJEU CENTRAL

Adapter les réponses aux vulnérabilités locales

La dimension sociale des politiques d'adaptation est autant, voire plus importante, que la dimension technique.

Il existe une dimension fondamentale de l'adaptation qui n'est pas souvent mise en avant, à savoir la connaissance et la compréhension des vulnérabilités humaines et sociales en contexte. Les équipes Croix-Rouge connaissent bien les territoires, savent où le public est en danger - elles seront celles auxquelles les plus vulnérables feront confiance. La capacité à détecter les phénomènes sur le terrain et à capitaliser sur les retours d'expérience est donc très importante. C'est justement ce que peut apporter une organisation comme la Croix-Rouge : **l'expertise des situations d'urgence, la vision de terrain et l'expérience du travail social.**

Vivian Dépoués, I4CE, adaptation climatique

Notre statut de « tiers de confiance » nous a permis de gagner une meilleure confiance de la population. Par exemple, concernant la lutte contre la dengue, la Croix-Rouge parvient à entrer dans les foyers pour faire passer des messages de prévention, contrairement aux représentants de l'État.

Christian Pailler, ancien directeur du PIROI Center

⁶ La France est l'un des seuls pays à avoir intégré explicitement la mobilisation citoyenne comme un axe stratégique du plan d'adaptation (PNACC-3). Dans le cadre de la mesure n°48, « Mobiliser les citoyens dans des missions liées à l'adaptation au changement climatique et la prévention des risques », l'Etat envisage de s'appuyer par exemple sur les jeunes pour « inscrire les personnes vulnérables sur les registres communaux canicule et mener auprès d'elles des actions de sensibilisation au changement climatique » ; et également la création de « réserves communales de sécurité civile. »

3.3 La dimension culturelle et narrative de l'adaptation : vers de nouveaux récits

Si les barrières à l'adaptation peuvent être matérielles, institutionnelles ou techniques, il apparaît, comme le montrent de nombreux travaux en sciences sociales, que les dimensions culturelles, psychologiques, cognitives et communicationnelles sont tout aussi importantes (Salmon, 2023). Le GIEC reconnaît également l'impact des dimensions culturelles et narratives dans l'activation des leviers d'adaptation (IPCC, 2022, WGII).

Un premier enjeu est lié au développement des capacités d'anticipation, de mobilisation et d'adaptation des acteurs locaux et citoyens face aux aléas climatiques, afin de permettre un changement des pratiques et réduire les vulnérabilités. Or **développer une culture du risque ne relève pas uniquement d'une logique d'information**. Le changement climatique, en dépit des connaissances existantes et des efforts de vulgarisation, reste souvent **perçu comme un objet lointain**. Si les citoyens sont de plus en plus conscients des risques climatiques, ils ne les considèrent pas pour autant plus alarmants que d'autres (économiques, géopolitiques) et ne sont pas forcément plus enclins à changer leurs pratiques (Agnoux et al., 2025).

Par ailleurs, il existe un phénomène psychologique appelé concept de « **syndrome de la ligne de référence décalée** », qui se produit lorsque les individus adaptent leur perception de ce qui est « normal » en fonction de l'environnement dans lequel ils ont grandi, sans tenir compte des changements environnementaux survenus auparavant. En conséquence, **chaque génération perçoit comme acceptable un niveau de dégradation plus élevé**, sans remettre en question la perte de biodiversité, la pollution ou le changement climatique qui se sont déjà produits. Ce syndrome touche aussi bien les communautés locales que les responsables des politiques publiques qui, n'ayant pas de référence claire sur l'état d'origine des écosystèmes, sous-estiment les dommages réels et, par conséquent, les actions nécessaires pour y remédier.

La **mémoire des catastrophes constitue cependant un levier de mobilisation**, pour les citoyens mais aussi pour les décideurs : après avoir vécu une ou des catastrophes, 75% des français déclarent avoir changé au moins un comportement ou habitude. En ce qui concerne les dirigeants locaux, **la mémoire des risques influe sur la priorisation des actions et le degré de vigilance et d'anticipation** ; là où on remarque sur le sujet est abordé de manière plus pragmatique ou distanciée sans expérience marquante récente (Agnoux et al., 2025).

Avec la tempête DANA, nous avons compris que les prévisions météorologiques ont beau fonctionner, nous avons un grand chemin à parcourir pour intégrer la perception du risque au sein de la population. L'adaptation climatique n'est pas qu'un sujet d'infrastructures, mais d'éducation et de préparation communautaire. Il y a encore une déconnexion entre la connaissance scientifique sur le climat et la perception concrète des risques. La population perçoit les vagues de froid comme des événements isolés, et non comme des symptômes d'un changement de climat.

Herminia Magán, Directrice nationale du plan DANA, Croix-Rouge espagnole

Le Mouvement CRCR peut également avoir un rôle à jouer dans le travail socio-psychologique avec les populations, qui est complémentaire et aussi important que la dimension technique des sujets d'adaptation. *Par exemple, en lien avec les inondations du pas de Calais, il va y avoir probablement de plus en plus d'évacuation et il faut préparer les populations à cela, mais souvent les gens n'ont pas toujours le réflexe, et en particulier après un traumatisme on observe qu'ils n'ont pas forcément envie d'en reparler, ils ne veulent pas penser à la probabilité que cela se reproduise et veulent retrouver une forme de normalité.*

Arnaud GANAYE, directeur de projets résilience des territoires au CEREMA

Des recherches récentes menées en partenariat avec la Croix-Rouge française montrent que **la mémoire des catastrophes doit rester vivante et active pour devenir un véritable levier de résilience**. Et une telle résilience ne se décrète pas dans l'urgence : elle **se construit en amont des crises**, de manière proactive. Elle implique la participation conjointe des différents acteurs concernés pour entretenir la mémoire – autorités publiques, populations, professionnels de la prévention et de la gestion des risques, entre autres – afin de co-élaborer des repères, des savoirs partagés et des capacités d'action durables (Spinoza, 2022).

Pour lever les freins culturels aux démarches d'adaptation, l'enjeu est également de **recréer des imaginaires positifs** autour du sujet. Les recherches sur les récits climatiques montrent que les représentations mettant en avant des futurs désirables, des solutions concrètes et des bénéfices collectifs favorisent davantage l'engagement que les discours exclusivement alarmistes ou techniques. En effet, si ces récits reflètent la gravité des enjeux, ils peuvent également générer démobilisation, anxiété ou sentiment d'impuissance. La capacité d'une société à se transformer dépend aussi des imaginaires collectifs qui orientent l'action. (Salmon, 2023).

C'est pourquoi le travail sur les représentations n'est pas accessoire : il constitue un **levier stratégique** pour soutenir l'engagement interne du Mouvement CRCR comme l'adhésion des partenaires et des publics. Il s'agit de **dépasser une vision défensive ou sacrificielle pour promouvoir une adaptation porteuse d'espoir, de cohésion, d'innovation sociale et de renforcement des liens communautaires**.

Dans cette perspective, le Mouvement CRCR peut contribuer à faire émerger des imaginaires positifs de l'adaptation à travers toutes les actions qu'il mène déjà, mais aussi en s'engageant proactivement sur le sujet, par exemple en devenant un vecteur clé de la collecte d'informations sociales et de création de récits citoyens. La mobilisation de récits d'habitants locaux non spécialistes de la question climatique peut non seulement contribuer à identifier empiriquement les vulnérabilités locales, mais surtout permettre l'appropriation des enjeux et l'émergence d'un transfert ascendant d'informations (*bottom-up*) des citoyens vers les décideurs ou les scientifiques - une composante clé des démarches LLA (Salmon, 2023).



ZOOM INNOVATION

Projet APRIS (Ateliers Post-Recherche & Innovation Sociale) mené en collaboration entre la Direction de l'Innovation et la Fondation Croix-Rouge française dans les Hauts-de-France qui fait le lien entre recherche (celle de Francisca Espinoza sur la mémoire des catastrophes), et action territoriale. L'APRIS vise à traduire des savoirs scientifiques en récits et feuilles de route opérationnelles et appropriables par les acteurs locaux. Le projet s'est appuyé sur une série d'ateliers menés avec des acteurs locaux pour montrer comment l'oubli institutionnel et social des crises fragilise la préparation à long terme, et recréer des récits sur les catastrophes qui en maintiennent la mémoire.

Conclusion

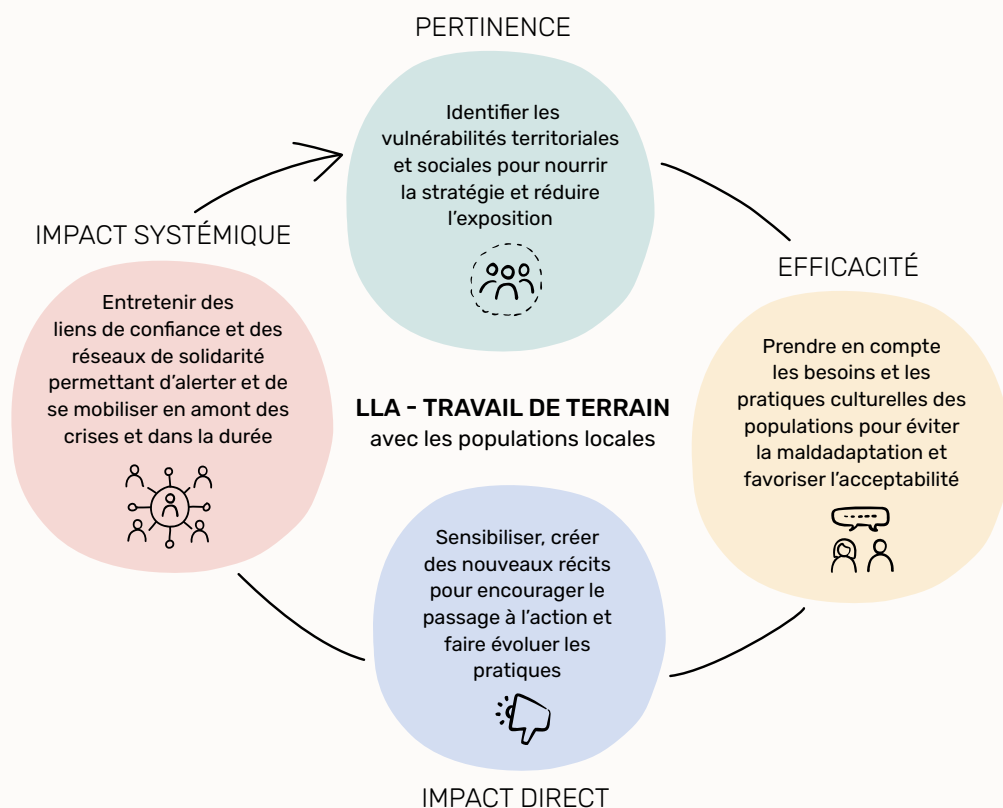
Face à l'intensification des impacts du changement climatique dans les pays du « Nord », les Sociétés nationales de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge ont un rôle clé à jouer pour contribuer à l'adaptation des territoires.

Les expériences présentées dans ce rapport montrent que l'adaptation locale repose avant tout sur une compréhension fine des vulnérabilités territoriales, sur la participation active des populations et sur la coopération entre acteurs publics, associatifs et scientifiques. Dans ce contexte, les Sociétés nationales peuvent jouer un rôle de passerelle essentiel entre expertise technique, réalités sociales et mobilisation collective.

Plus qu'un nouveau programme, l'adaptation au changement climatique constitue donc une évolution stratégique et culturelle : l'enjeu n'est pas de créer un nouveau champ d'action entièrement distinct, mais plutôt d'opérer un déplacement de perspective pour déployer un « réflexe adaptation » et intégrer progressivement les logiques d'anticipation, de prévention et de résilience sur le temps long dans les activités existantes. À bien des égards, les outils, les compétences et les réseaux nécessaires sont déjà présents au sein du Mouvement : cher.es innovateur.ices, il n'y a plus qu'à s'en saisir !



Intervention de la Croix-Rouge à la suite du cyclone à Mayotte. Photo : Guillaume Binet.



10 CHOSES A RETENIR



1. Les pays du “Nord” sont aussi impactés par le changement climatique qui redéfinit durablement les risques humanitaires

Les catastrophes climatiques deviennent plus fréquentes, plus intenses et plus complexes, ce qui transforme durablement les risques auxquels les territoires sont confrontés et exige de compléter les approches traditionnelles de gestion de crise.



2. Atténuation et adaptation doivent être menées de front

Réduire les émissions est indispensable, mais il est encore tout aussi crucial de préparer dès aujourd’hui les territoires et populations aux impacts climatiques en cours et à venir.



3. L’adaptation doit se faire au niveau local en partant des réalités vécues

Comprendre finement les vulnérabilités climatiques et sociales et impliquer les populations dans les décisions sont deux conditions clés de l’adaptation (y compris les plus vulnérables, souvent les plus exposées et les plus absentes des dynamiques de participation citoyenne).



4. L’adaptation doit être portée au niveau stratégique des Sociétés nationales

Une approche transversale, une gouvernance dédiée et des ressources identifiées sont nécessaires pour dépasser les initiatives isolées et pour que l’adaptation soit intégrée à l’ensemble des activités : gestion des risques, action sociale, santé, mobilisation communautaire, plaidoyer...



5. Le Mouvement dispose déjà d’outils et de savoir-faire mobilisables

Il existe de nombreuses initiatives à l’œuvre pour s’inspirer, et des méthodes éprouvées comme l’analyse participative des risques, l’engagement communautaire ou les systèmes d’alerte précoce qui peuvent être mobilisées et adaptées aux contextes du “Nord”.



6. Les vulnérabilités climatiques sont liées aux vulnérabilités sociales

Les impacts du changement climatique touchent de manière disproportionnée les personnes déjà fragilisées par la précarité, l’isolement, l’âge, la santé ou les conditions de logement. Renforcer l’adaptation implique donc d’articuler politiques climatiques et action sociale.



7. La GRC fait partie des stratégies d’adaptation

Préparer les territoires aux chocs futurs nécessite d’investir dans la prévention, la préparation communautaire et la planification à long terme, et nécessite de passer d’une logique de réaction à une logique d’anticipation.



8. L’adaptation repose sur des dynamiques de coopération territoriale

Renforcer la résilience des territoires nécessite de développer des partenariats durables entre collectivités, acteurs de la société civile, chercheurs et citoyens afin de co-construire des réponses adaptées aux réalités locales.



9. Les Sociétés nationales peuvent devenir des partenaires clés des politiques publiques d’adaptation

Grâce à leur ancrage territorial, leur expertise unique et leur rôle de tiers de confiance, elles peuvent contribuer à mieux identifier les vulnérabilités, à renforcer la participation citoyenne.



10. L’adaptation implique autant une évolution culturelle qu’opérationnelle

Développer une culture du risque, renforcer la perception des menaces climatiques et construire des récits mobilisateurs sont des conditions essentielles pour engager durablement les populations locales.

Bibliographie

AFD (2023), « [Convergence de l'adaptation au changement climatique \(ACC\) et de la gestion des risques de catastrophe \(GRC\) au niveau territorial : quels messages pour les collectivités locales ? et quels besoins en matière de recherche ?](#) »

Agnoux et. Al (2025), « [Vivre le risque. Les Français et les décideurs locaux face au dérèglement climatique](#) », Fondation Jean Jaurès Edition.

DURAND, Frédéric (2012), « [Réchauffement climatique : le Nord n'est pas moins concerné que le Sud](#) », Territoire en mouvement Revue de géographie et aménagement, 14-15 | 2012, 21-33.

FAUCET, Jérôme (2026), « [L'adaptation au changement climatique : vers une transformation structurelle du secteur de l'aide internationale \(2024-2025\)](#) », rapport de recherche du groupe URD.

Global Commission on Adaptation (GCA)

- (2025), [Stories of resilience - Lessons from Local Adaptation Practice](#)
- (2022), [Principles for Locally Led Adaptation Action, statement of endorsement](#)

FICR

- (2025), [Scaling-up locally led adaptation: A humanitarian perspective and lessons learned](#),
- (2024), [The importance of scaling up locally led adaptation](#)
- (2019), [Literature Review on Aligning Climate Change Adaptation \(CCA\) and Disaster Risk Reduction \(DRR\)](#)

IPCC (2022), [Climate Change 2022: Impacts, Adaptation, and Vulnerability. Contribution of Working Group II to the Sixth Assessment Report of the Intergovernmental Panel on Climate Change](#) [H.-O. Pörtner, D.C. Roberts, M. Tignor, E.S. Poloczanska, K. Mintenbeck, A. Alegría, M. Craig, S. Langsdorf, S. Löschke, V. Möller, A. Okem, B. Rama (eds.)]. Cambridge University Press. Cambridge University Press, Cambridge, UK and New York, NY, USA.

SALMON, Baptiste (2023), « [Futurs résilients et adaptés : le rôle des imaginaires communs pour s'adapter aux changements climatiques](#) ». Communication & langages, 2021, N° 210 (4), pp.147-166.

SPINOZA, Francisca (2022), « [La mémoire de catastrophes un levier pour la résilience collective ? Perspectives psychosociales de la résilience à la Réunion](#) », Fondation Croix-Rouge française, Les Papiers de la Fondation, n° 45.

ADAPTATION LOCALE AU CHANGEMENT CLIMATIQUE

Enjeux et retours d'expériences pour les Sociétés
nationales du « Nord »